

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 décembre 2015
(Convocation du 23 novembre 2015)

Aujourd'hui, le dix décembre deux mille quinze à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle au Conseil Départemental des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné procuration : Madame Denise SAINT PE, Monsieur Charles PELANNE.

Etaient excusés : Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE, Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Christophe TERRAIN.

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER III - affaires budgétaires / Amortissement des bâtiments publics

Exposé des motifs :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M52,

Vu l'obligation d'amortir les immobilisations corporelles figurant aux comptes 213 dont les bâtiments publics (compte 21351),

Considérant que cette obligation concerne les immobilisations acquises à compter du 1^{er} janvier 2004,

Considérant que la nomenclature M52 fait état d'une durée indicative de 20 à 30 ans,

Il convient aujourd'hui de commencer à amortir les bâtiments présents à l'actif de l'Institution et de fixer une durée d'amortissement pour ce type de biens.

Il est donc proposé d'amortir les bâtiments publics sur une durée de 30 ans.

En l'absence d'observations,

Entendu l'avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'amortir les bâtiments publics sur une durée de 30 ans

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 décembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

